

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 08 AVRIL 2008

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F.,
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Monsieur CAULIER et Madame SENECAUT sont excusés.

La Présidente demande une minute de silence en mémoire de Monsieur Michel DUPONT, décédé le lundi 17 mars 2008.

Elle demande ensuite de retirer le point n°11 relatif au règlement complémentaire de la circulation routière – limite de l'agglomération de Jurbise – Chemin Vert (lieu dit Chemin n°6), étant donné qu'il fait double emploi avec une délibération du Conseil Communal du 28 septembre 1983 fixant les limites des zones considérées comme agglomération sur l'entité.

Madame GALANT demande d'ajouter un point 14 Bis relatif à l'Assemblée Générale Ordinaire du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons.

Le Conseil Communal, approuve, à l'unanimité, l'ajout de ce point.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 26 FEVRIER 2008- PARTIE PUBLIQUE

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 26 février 2008, partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 19 MARS 2008 - INFORMATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 19 mars 2008, à savoir : 1.691.331,40 €.

3. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGE EN BETON DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE – CONDI- TIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° SF CSC 2008021 pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton", le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Dauby Sprl, Rue Georges Tourneur, 17 à 6030 Marchienne-au-Pont;
- BPMN s.a, Avenue Emile Rousseaux, 40 à 6001 Marcinelle;
- Roosens Béton Batorix, Rue de Familleureux, 152 à 7170 Manage;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/73560.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. SF CSC 2008021 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 8.264,46 €hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:
- Dauby Sprl, Rue Georges Tourneur, 17 à 6030 Marchienne-au-Pont;
- BPMN s.a, Avenue Emile Rousseaux, 40 à 6001 Marcinelle;
- Roosens Béton Betorix, Rue de Familleureux, 152 à 7170 Manage;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies.

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 25 avril 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/73560.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**4. FINANCES – MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES
D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'ÉGOUTTAGE EN METAL ET PVC DANS
LE CADRE DE LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE –
CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° SF CSH 2008023 pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal et en PVC";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal et en PVC", le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Ets Crame Crame, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Ets Braconnier, Rue de la Virée, 1 à 6880 Bertrix;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Fonderies Lecomte, Rue de la Rappe, 3 à 5300 Seilles;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/73560.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. SF CSH 2008023 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en métal et en PVC", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

- Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:
- Ets Crame Crame, Rue de Fleurus, 2 à 6240 Farciennes;
 - Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
 - Ets Braconnier, Rue de la Virée, 1 à 6880 Bertrix;
 - Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
 - Fonderies Lecomte, Rue de la Rappe, 3 à 5300 Seilles;
- Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 25 avril 2008.
- Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/73560.2008.
- Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

**5. FINANCES – MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES DE
BETON, STABILISÉS ET SABLE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE
MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DE LA VOIRIE – CONDITIONS, MODE
DE PASSATION ET FIRMES À CONSULTER – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° SF CSH 2008022 pour le marché ayant pour objet "Le présent marché consiste en la fourniture de matériaux (béton, du sable, du stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Le présent marché consiste en la fourniture de matériaux (béton, du sable, du stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages ", le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Béton Decaigny Sprl, Chaussée de Mons, 5 à 7940 Brugelette;
- Binche Béton Sprl, Avenue de Nouvelle Synthèse à 7134 Ressaix;
- Ready Béton, Quai de la Darse à 7000 Mons;
- Holcims Bétons, Rue de Douvrain, 21 à 7011 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, à l'articles 421/73560.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. SF CSH 2008022 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Le présent marché consiste en la fourniture de matériaux (béton, du sable, du stabilisé...) dans le cadre de la maintenance extraordinaire des voiries et d'égouttages ", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Béton Decaigny Sprl, Chaussée de Mons, 5 à 7940 Brugelette;
- Binche Béton Sprl, Avenue de Nouvelle Synthèse à 7134 Ressaix;
- Ready Béton, Quai de la Darse à 7000 Mons;
- Holcims Bétons, Rue de Douvrain, 21 à 7011 Mons;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 25 avril 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, à l'article 421/73560.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

6. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES – FOURNITURES DE MATERIAUX POUR LA CONSTRUCTION DE VESTIAIRES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET FIRMES A CONSULTER – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° SF CSH 2008024 pour le marché ayant pour objet "Fourniture de matériaux pour la construction de vestiaires";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de matériaux pour la construction de vestiaires", le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 764/72360.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. SF CSH 2008024 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de matériaux pour la construction de vestiaires", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Storez Ets, Port de Mons - Grand Large à 7000 Mons;
- Matériaux de la Dyle Sprl, Boulevard de l'Europe, 141 à 1300 Wavre;
- Ets Bienfait, Rue du Colroy, 4 à 7050 Herchies;
- Bastien Transport Sprl, Rue d'Erbaut, 20 à 7870 Lens;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 25 avril 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 764/72360.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. FINANCES – TAXE DE REMBOURSEMENT SUR LES TRAVAUX DE RACCORDEMENTS D'IMMEUBLES AU RESEAU D'EGOUTS - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1133-1 en matière de salubrité publique;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le décret du 07 octobre 1985 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'Arrêté du Gouvernement du 22 mai 2003 Wallon relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Vu les travaux d'égouttage, couplés avec les travaux de voirie pour des raisons économiques, à réaliser afin d'être en conformité avec la réglementation du PASH (Plans d'assainissement par sous-bassins hydrographiques);

Vu les charges importantes générées par la construction, la réfection et le renouvellement d'égouts;

Considérant que les infrastructures et équipements, dont est ou sera équipée la voie publique, sont de nature à apporter une plus-value au bien immobilier sis à front de ladite voie publique;

Considérant que ces infrastructures et équipements sont réalisés à l'initiative de la commune, que celle-ci ne peut mettre à la charge de la collectivité, dans son ensemble, le coût de la réalisation des travaux alors que ceux-ci profitent principalement aux riverains, que dès lors, la plus-value des biens immobiliers appartenant aux propriétaires riverains ne peut être supportée par l'ensemble des citoyens;

Attendu que ces travaux sont partiellement subsidiés par la SPGE et la Région Wallonne;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

Décide d'approuver:

Par 17 voix pour, 2 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 une taxe communale destinée à

rembourser les travaux de raccordement d'immeubles au réseau d'égouts. Il s'agit exclusivement de l'infrastructure allant du collecteur central à la limite de propriété.

Article 2 : la taxe est due par toute personne qui, à la date de commencement des travaux, est propriétaire ou de leurs ayants-droits, de biens immobiliers bâtis ou non, situés en bordure des voiries et qui ont fait l'objet de travaux susvisés.

S'il y a des copropriétaires riverains, chacun d'entre eux est redevable de la taxe pour sa part.

En cas de mutation entre vifs, la qualité de propriétaire ou de copropriétaire à la date de commencement des travaux de la rue s'apprécie au regard des mentions figurant aux registres de la Conservation des Hypothèques.

Article 3 : Le métré du raccordement à charge du propriétaire correspond à la longueur comptée perpendiculairement entre l'axe du collecteur et la limite de propriété.

Ce métré correspond aux dépenses récupérables, à savoir les dépenses non subsidiées qui sont réellement exposées par la commune, outre les intérêts.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 6 : La présente délibération sera transmise simultanément au Collège provincial du Hainaut et au Gouvernement Wallon.

8. FINANCES – MARCHE DE SERVICES – SERVICES JURIDIQUES POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET LE CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE – CONTRAT ANNUEL – CONDITIONS, MODE DE PASSATION DU MARCHE – FIRMES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° f (le marché (travaux/fournitures/services) ne peut être confié qu'à un soumissionnaire en raison de : sa spécificité technique);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2008020 pour le marché ayant pour objet "Services juridiques pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise - Contrat annuel";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Services juridiques pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise - Contrat annuel", le montant estimé s'élève à 14.462,81 € hors TVA ou 17.500,00 €, 21 %TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Célès, Rue Clairvaux, 40/202 à 1348 Louvain-la-Neuve;
- Haumont - Scholasse & Partners, Chemin du Stocquoy 1 - 3 à 1300 Wavre;
- Lallemand, Legros & Associés, Avenue Emile De Mot 19/6 à 1000 Brussel;
- Verhoeven Damien, Boulevard de l'Empreur, 3 à 1000 Brussel;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 104/12203;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. 2008020 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Services juridiques pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise - Contrat annuel", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des

charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 14.462,81 € hors TVA ou 17.500,00 €, 21 % TVA comprise.

- Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.
- Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:
- Célès, Rue Clairvaux, 40/202 à 1348 Louvain-la-Neuve;
 - Haumont - Scholasse & Partners, Chemin du Stocquoy 1 - 3 à 1300 Wavre;
 - Lallemand, Legros & Associés, Avenue Emile De Mot 19/6 à 1000 Brussel;
 - Verhoeven Damien, Boulevard de l'Empreur, 3 à 1000 Brussel;
- Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 28 avril 2008.
- Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 104/12203. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.
- Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. FUNERAILLES ET SEPULTURES – APPEL A PROJETS – AXE N°1 – POSE DE STELES MEMORIELLES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'appel à projet du Ministre COURARD, par son courrier du 29 novembre 2007;

Vu qu'après l'inventaire établi en mars 2008, il apparaît que 13,5% des concessions sises dans les différents cimetières communaux sont en état d'abandon total;

Vu qu'il est impératif de prévoir de nouvelles possibilités d'inhumation pour l'avenir;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} : de débiter la procédure de désaffectation par publicité sur les sépultures en état d'abandon le 01 mai 2008.

Article 2 : de procéder à la pose des stèles mémorielles pour le 01 novembre 2009.

- Article 3 :** de solliciter auprès du Ministre COURARD un subside à concurrence de 60% du projet estimé au montant total de 42.471,00€ (sât un subside de 25.482,60€).
- Article 4 :** d'inscrire au budget communal, exercice 2009, un montant de 16.988,40€, correspondant à la différence entre le montant total du projet et la partie subsidiée.
- Article 5 :** de transmettre le dossier de candidature et la présente délibération en deux exemplaires au Ministre COURARD.
- Article 6 :** de transmettre la présente délibération au Receveur communal.
-

10. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – LIMITATION DE LA VITESSE CHEMIN DE LA GROTTA A JURBISE (SECTION DE MASNUY-SAINT-JEAN) – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport du Service de proximité – Jurbise de la Zone de Police SYLLE et DENDRE;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er}: Dans le Chemin de la Grotte de limiter la vitesse à **50Km/H**.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux C43** à l'entrée du Chemin de la Grotte en venant de la Chaussée Brunchault.

Article 3: Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

11. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – LIMITATION DE L'AGGLOMERATION DE JURBISE – CHEMIN

VERT (LIEU DIT CHEMIN N°6) - APPROBATION

Ce point est supprimé.

12. TRAVAUX – RENOVATION DE LA TOITURE DE L'EGLISE DE MASNUY-SAINT-PIERRE – DESIGNATION D'UN COORDINATEUR DE SECURITE POUR LE PROJET ET LA REALISATION DES TRAVAUX – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à la désignation d'un coordinateur de chantier en matière de sécurité et de santé pour le projet et la réalisation des travaux de réfection de la toiture de l'église de Masnuy-Saint-Pierre;

Vu le cahier spécial des charges et le montant estimatif établis par le service des travaux ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer le mode passation de marché, les critères de sélection qualitative et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le montant estimatif de la dépense;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE :

Par 17 voix pour, 0 voix contre(s) et 1 abstention(s).

Article 1^{er}. – D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un coordinateur de chantier en matière de sécurité et de santé pour le projet et la réalisation des travaux de réfection de la toiture de l'église de Masnuy-Saint-Pierre ainsi que le devis estimatif au montant de 3.172,50 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. - De prévoir les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire.

Article 4. - De transmettre extraits de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

13. TRAVAUX – MODIFICATION DU PROGRAMME TRIENNAL DES TRAVAUX 2007-2008-2009 – INSCRIPTION DU PROJET « EGOUTTAGE DES RUES DU CANARD, DU CHAT SAUVAGE, DE LA MINIERE ET DE L'IMPASSE DES GARENNES (PRIORITE N°1 DE L'ANNEE 2008) EN « DOSSIER EXCLUSIF SPGE » ET NON PLUS EN « DOSSIER MIXTE » - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22.05.2007 arrêtant le programme triennal des travaux 2007-2008-2009;

Vu le décret du 21.12.2006, relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêts publics;

Vu la circulaire du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 24.08.2006;

Vu la note du de la D.G.P.L. du Ministère de la Région Wallonne en date du 23.01.2007;

Vu la circulaire TS 2007/01 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 15.03.2007;

Vu la circulaire TS 2007/02 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 19.04.2007;

Vu la lettre-circulaire de la D.G.P.L. du Ministère de la Région Wallonne en date du 26.04.2007;

Attendu que les travaux d'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des Garennes inscrits initialement en priorité n° 1 de l'année 2008 n'ont pas été retenus par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique dans le programme triennal des travaux 2007-2008-2009;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 26.02.08 annulant la délibération du Conseil Communal en sa séance du 05.09.2007 portant sur l'approbation du cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, fixation du mode de passation de marché et des critères de sélection qualitative pour l'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des garennes et approuvant le projet modifié comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché relatifs aux travaux d'égouttage des rues du Canard, de la Minière, du Chat Sauvage et de

l'Impasse des Garennes au montant de 899.988,47 EUR T.V.A.C., dont 455.276,11 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E. et 444.712,35 EUR T.V.A.C. non subsidiés;

Attendu qu'aucune modification n'a été apportée au projet au niveau de la part S.P.G.E.;

Vu l'avis favorable émis par la S.P.G.E. dans le cadre du plan triennal des travaux 2007-2008-2009;

Vu la demande d'approbation du projet adressée à la S.P.G.E. en date du 13.03.2008;

Attendu que la Commune renonce à solliciter toute subvention auprès du Ministère de la Région Wallonne;

Vu l'absence de réseau d'égouttage, d'aqueduc et de fossé dans les rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et dans l'impasse des Garennes;

Vu les nombreux problèmes engendrés par cette situation;

Vu l'inscription d'un montant de 1.000.966,00 € à l'article 877.07/73260 du budget extraordinaire de l'exercice 2008;

Attendu que le Collège Communal souhaite la concrétisation de ce projet dans les meilleurs délais;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'arrêter et de modifier le cas échéant le plan triennal des travaux 2007-2008-2009 et la demande des subventions auprès du Ministère de la Région Wallonne;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} - De modifier le plan triennal des travaux 2007-2008-2009 en inscrivant en dossier « exclusif S.P.G.E. » les travaux d'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des Garennes au nouveau montant estimatif de 899.988,47 EUR T.V.A.C., dont 455.276,11 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E. et 444.712,35 EUR T.V.A.C. non subsidiés.

Article 2. - De ne pas solliciter de la Région Wallonne les subventions pour la réalisation des travaux d'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des Garennes.

Article 3. - De transmettre un extrait de la présente délibération au Ministère de la Région Wallonne pour approbation.

Article 4. - De transmettre un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. (organisme épurateur agréé par la S.P.G.E.) et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

14. TRAVAUX – ACQUISITION D'UNE TONDEUSE INDUSTRIELLE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION

Ce marché a été créé en parallèle au marché relatif à l'acquisition d'une tondeuse autoportée, dans le cas où les machines proposées ne conviendraient pas.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° ST2008/4 pour le marché ayant pour objet "Acquisition de matériel d'équipement Tondeuse industrielle";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de matériel d'équipement Tondeuse industrielle", le montant estimé s'élève à 31.000,00 € hors TVA ou 37.510,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42102/74451.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. ST2008/4 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition de matériel d'équipement Tondeuse industrielle", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 31.000,00 € hors TVA ou 37.510,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42102/74451.2008. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

14. BIS ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU CENTRE INTERCOMMUNAL DE SANTE DES CANTONS DE MONS

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune au Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 11/12/2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons du 23 avril 2008;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons;

DECIDE d'approuver :

Article 1^{er} : le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 12/12/2007.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 2 : l'examen du projet de Règlement d'ordre Intérieur du Conseil d'Administration.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 3 : l'installation du Conseil d'administration du CISCIM – Désignation des membres.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 4 : l'installation du Collège des Contrôleurs aux comptes.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0... abstention(s).

Article 5 : Le départ à la « pré-retraite » d'une infirmière.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 6 : La confirmation de la désignation d'une infirmière en remplacement de la titulaire de l'emploi.

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s), 0 abstention(s).

Article 7 : la présente délibération sera transmise pour information à Monsieur le Président du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons, au Gouvernement provincial et au Ministre Régional de tutelle sur les intercommunales.

15. REMISE DE BREVETS DE LAUREATS DU TRAVAIL

LE CONSEIL COMMUNAL,

Assiste à la remise de brevets de lauréats du travail pour Monsieur Jean-François BAVAY et Monsieur Fernand FAIGNART.

16. QUESTIONS ORALES

Monsieur MULLER sollicite quelques éclaircissements sur des décisions prises par le Collège Communal, les réponses lui sont données par la Présidente, l'Echevin des Travaux et l'Echevin des Finances.

Monsieur MULLER questionne ensuite Madame GALANT sur la problématique de la « Voie Nisolle », celle-ci fait remarquer que ce point n'était pas à l'ordre du jour de ce Conseil.

La Présidente informe que les personnes concernées par ce dossier seront invitées à un Collège Communal. Le résultat de ce Collège et les solutions seront présentées lors du prochain Conseil Communal.

HUIS CLOS...

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,